

SOCIÉTÉ. S'ENDETTER RIME AVEC PROGRÈS

À contre-courant des idées martelées, la dette publique n'est pas un problème en soi, affirment des économistes. Dans quel cadre et pourquoi ? Éléments de réponse avec les universitaires Éric Berre et Laurence Scialom, et l'ex-directeur adjoint à la Banque de France Denis Durand.



ÉRIC BERR,
MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ
DE BORDEAUX ET MEMBRE DES ÉCONOMISTES
ATTERRÉS (*)

**« IL NE FAUT PAS DIABOLISER
LA DETTE PUBLIQUE, CAR
ELLE EST UTILE ET SOUTENABLE »**

« Les crises sanitaire et économique doivent être l'occasion d'en finir avec les politiques néolibérales qui dévastent les solidarités et les services publics depuis 40 ans, politiques qui ont une part de responsabilité importante dans l'ampleur que prennent ces crises. Il y a donc urgence à engager la bifurcation de nos économies afin de prendre à bras-le-corps la question de la transition écologique. Cela suppose de ne pas diaboliser la dette publique, qui est à la fois utile et soutenable. Elle est utile car la bifurcation de nos économies vers une trajectoire soutenable demande des investissements lourds que seule la collectivité peut prendre en charge. Il ne faut pas craindre dès lors une dette publique supportant une politique budgétaire ambitieuse. Elle est soutenable car l'État se finance à des taux d'intérêt très faibles, voire négatifs, qui permettent de "rouler" sa dette, c'est-à-dire de rembourser une dette ancienne par une nouvelle. Le principal souci de l'État est d'être en mesure de payer les intérêts sur ses dettes afin d'asseoir la confiance de ses créanciers, ce qui est toujours le cas.

« Il y a urgence à engager la bifurcation de nos économies afin de prendre à bras-le-corps la question de la transition écologique. »

La dette sera d'autant plus soutenable qu'elle sera accompagnée par une politique fiscale progressiste visant à réduire des inégalités qui sapent les fondements du vivre-ensemble. Une telle politique est justifiée pour des raisons économiques et sociales, mais aussi écologiques quand on sait que les 10 % des ménages aux patrimoines les plus importants sont responsables de 45 % des émissions globales de CO₂. Car, c'est bien le mode de vie des plus riches, mais aussi le mode de production des plus grandes entreprises (au niveau mondial, les

25 entreprises les plus polluantes sont à elles seules responsables de plus de 50 % des émissions de CO₂) qui posent problème. Une telle politique pourrait, certes, être remise en question si les taux d'intérêt remontaient. Cela semble peu probable à moyen terme, car l'inflation est aujourd'hui très basse et le risque est plutôt celui de la déflation. De plus, la remontée des taux d'intérêt aggraverait la récession.

Afin d'éviter complètement ce risque, il convient de sortir de la dépendance aux marchés financiers, ce qui suppose notamment de remettre la politique monétaire au service de la politique budgétaire en autorisant la BCE à financer directement les États. Une telle bifurcation ne pourra se faire qu'en s'affranchissant du cadre des traités actuels où la politique budgétaire est corsetée et où les États sont soumis au bon vouloir des marchés financiers. »

(*) Coauteur du livre « La Dette publique, précis d'économie citoyenne », à paraître le 14 janvier, aux éditions du Seuil.



Aujourd'hui, jusqu'à 15 milliards d'euros par jour sont échangés sur le marché secondaire de la dette. Se libérer de la finance, une nécessité absolue, réclamée ici par les gilets jaunes.